



Conseil économique et social

Distr. générale
19 août 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

Sixième réunion

La Haye, 8-10 novembre 2010

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Système de notification des accidents industriels de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe

Rapport de la quatrième consultation à l'intention des points de contact

Introduction

1. La quatrième consultation à l'intention des points de contact aux fins de la notification des accidents et de l'assistance mutuelle du système de notification des accidents industriels de la Commission économique pour l'Europe (CEE) s'est tenue les 25 et 26 mars 2010 à Zagreb. Elle était organisée par la Direction nationale de la protection et des secours et le Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la construction de Croatie.
2. La consultation s'est tenue sous les auspices de la CEE dans le cadre de la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels. Elle était prévue dans le plan de travail de la Convention pour 2009-2010 (ECE/CP.TEIA/19, annexe I) dans le but d'examiner les résultats des tests et des exercices réalisés et de poursuivre l'examen de l'efficacité du système CEE. Les points de contact étaient également priés d'analyser la compatibilité entre le système CEE et le système commun de communication et d'information d'urgence (CECIS) de l'Union européenne afin de s'assurer qu'il n'existait aucun chevauchement entre les deux (ECE/CP.TEIA/19, par. 67).

I. Objectifs

3. La quatrième consultation avait principalement pour objectifs:
 - a) D'étudier l'efficacité du système de notification de la CEE au vu des résultats des tests de communication et des analyses des exercices réalisés avant la fin de 2009;

- b) D'étudier l'emploi du système CEE parallèlement à d'autres systèmes existants;
- c) De partager l'expérience acquise et les bonnes pratiques s'agissant de l'organisation de directions nationales des secours et de la protection civile.

II. Participation et présidence

4. La consultation a rassemblé des représentants des points de contact des 23 pays membres de la CEE suivants: Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Bulgarie, Chypre, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Géorgie, Hongrie, Kirghizistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovénie, Suisse et Tadjikistan. Des représentants de la Commission internationale pour la protection du Danube et du Centre commun de recherche de la Commission européenne étaient également présents.

5. La consultation était présidée par M. Nenad Mikulic, Directeur de la Direction de l'évaluation environnementale et de la pollution industrielle du Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la construction de Croatie le premier jour et par M. Robert Mikac, Directeur du Centre national 112 de la Direction nationale de la protection et des secours, le second jour¹.

III. Ouverture de la consultation

6. M. D. Trut, Directeur de la Direction nationale de la protection et des secours a ouvert la quatrième consultation au nom du pays hôte.

7. Un représentant du secrétariat de la Convention de la CEE sur les effets transfrontières des accidents industriels a accueilli les participants au nom de la CEE et a remercié la Direction nationale de la protection et des secours ainsi que le Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la construction de Croatie d'accueillir la quatrième consultation. Il a ensuite fait rapidement le point de l'évolution de la situation concernant le système de notification de la CEE, notamment depuis la troisième consultation, en appelant plus particulièrement l'attention sur les décisions prises lors des réunions de la Conférence des Parties et du suivi qui y avait été donné par le Bureau et l'équipe spéciale.

IV. Programme

8. La consultation s'est déroulée en trois sessions. La session I était consacrée à la façon de savoir comment renforcer davantage encore l'efficacité du système CEE compte tenu des résultats des tests de communication et des analyses des exercices réalisés. Le secrétariat a présenté les statistiques tirées des tests de communication. Les résultats des analyses ont été présentés par la Croatie s'agissant de l'exercice mené entre la Croatie et la

¹ Lors de sa réunion de janvier 2009, le Bureau avait prié le secrétariat de créer une équipe spéciale sur le système de notification chargée de préparer la consultation, et en particulier le débat consacré à la compatibilité avec le système CECIS. Cette équipe spéciale s'est réunie deux fois, les 17 septembre 2009 et 14 janvier 2010. Le compte rendu de ces réunions peut être consulté sur le site Web de la Convention à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/env/teia/pointsofcontact.html>.

Slovénie; par la Suisse pour l'exercice mené en Suisse avec notification à l'Allemagne et à la France et par la Serbie pour l'exercice mené entre la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie.

10. Toujours au cours de la session I, un représentant de International Safety Research, Inc., Europe a fait un exposé sur la mise en commun de bonnes pratiques lors de la conduite d'exercices, en vue de revoir les plans à mettre en œuvre en cas de situation d'urgence.

11. Lors de la session II, les points de contact ont examiné la question de l'utilisation du système CEE en parallèle des systèmes existants en vertu d'autres accords internationaux et utilisés pour la notification de différents types de situation d'urgence, notamment le système CECIS de l'Union européenne. Le représentant de l'Autriche a présenté de manière générale les obligations d'un pays s'agissant d'utiliser les systèmes de notification en cas de situation d'urgence susceptible d'avoir des effets transfrontières, le représentant du Centre commun de recherche de l'Union européenne a décrit le concept de réseau pour l'échange de données et le format élaboré pour les cas d'incidents nucléaires et radiologiques, et le représentant des Pays-Bas a fait un exposé sur l'intérêt présenté par la normalisation des formats de données pour les applications électroniques en cas de notification.

12. La session III était consacrée au partage de données d'expérience et de bonnes pratiques pour l'organisation de services nationaux de protection ou de secours. Des exposés ont été faits par les représentants de la Croatie et de la France.

(Le programme de la quatrième consultation et les exposés peuvent être consultés sur le site Web de la Convention à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/env/teia/pointsofcontact.html>.)

V. Efficacité du système de notification de la CEE: résultats des tests et des exercices et conclusions

13. Entre la troisième et la quatrième consultation, 20 tests de communication et trois exercices ont été réalisés.

14. Les tests de communication ont montré qu'il y avait toujours des points de contact qui n'avaient pas accusé réception des rapports de notification, alors même que l'accusé de réception était automatique lors de l'ouverture du rapport dans l'application Internet. Dans certains cas, l'absence d'accusé de réception tenait à des problèmes d'utilisation des comptes du système.

15. Les pays qui ont participé à ces exercices, qu'il s'agisse d'analyses (Croatie et Slovénie) ou d'exercices sur le terrain (Suisse avec Allemagne et France, Serbie avec Bulgarie et Roumanie)², en ont tiré les conclusions et les enseignements suivants:

a) Les moyens et techniques, comme les applications électroniques, étaient importants pour l'échange d'informations, mais il n'en demeurait pas moins que des lignes téléphoniques devaient être disponibles en cas de nécessité (Suisse);

b) Les analyses comme les exercices sur le terrain avaient montré que la notification transfrontière était très difficile en raison:

i) De l'absence de critères précis pour la prise de décisions de notification (Suisse);

² L'exercice mené entre la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie s'inscrivait dans le cadre d'un projet d'assistance pour la gestion commune des urgences transfrontières en cas de déversement de substances dangereuses dans le Danube.

- ii) Du manque de données de qualité provenant du terrain pour incorporation dans les rapports de notification (l'ensemble des trois exercices);
- iii) De difficultés liées à la traduction des messages de notification rédigés en anglais (ensemble des trois exercices);
- c) Il est nécessaire d'organiser périodiquement des exercices de notification, car chaque nouvel exercice révèle des insuffisances et des problèmes; il importe également de tester la validité des ajustements apportés (ensemble des trois exercices);
- d) Les autorités locales devraient être encouragées à avoir une approche internationale et à incorporer les procédures internationales de notification dans tous les exercices en grandeur réelle menés au niveau local (Suisse);
- e) Les exercices doivent être menés selon des scénarios plus réalistes, prévoyant notamment le grand nombre de demandes d'informations en provenance d'autres pays qui risquent d'être touchés et les pressions des médias, ce qui créerait un facteur de stress supplémentaire et permettrait de mettre au jour de nouvelles insuffisances du système (Suisse);
- f) Si l'application Internet du système de notification est facile à utiliser, elle pourrait néanmoins être améliorée en:
 - i) Autorisant une plus grande souplesse pour la saisie des informations et la mise à jour ou la modification des informations sur les substances chimiques. Par ailleurs, le champ prévu pour inscrire le nom/la formule de la substance est trop petit (Croatie);
 - ii) Introduisant un quatrième rapport/formulaire, concernant l'offre d'assistance, ce qui permettrait aux pays sollicitant une assistance de garder trace des offres reçues (Croatie);
 - iii) Ajoutant une nouvelle fonctionnalité permettant d'envoyer de brefs messages de demande d'informations complémentaires ou une brève notification préliminaire avant que ne soit connue l'ampleur véritable d'un accident, et donc sans qu'il soit nécessaire de remplir l'intégralité du rapport (Croatie).

16. Les pays chefs de file ont également défini les mesures à prendre, au niveau national comme au niveau international, et dont l'examen avait été prévu lors de la consultation, à savoir:

a) *Au niveau national:*

- i) Sensibiliser à l'obligation de notification internationale fiable et faire participer le personnel des points de contact à la préparation des scénarios d'exercice;
- ii) Organiser des tests/exercices périodiques entre pays voisins, avec la participation d'autres personnels que ceux des points de contact (par exemple, équipes d'urgence);
- iii) Se tenir informés de la structure, des méthodes et des procédures à mettre en œuvre en cas de situation d'urgence;

b) *Au niveau international:*

- i) Réaliser des tests et des exercices convenus d'un commun accord;
- ii) Chercher à éviter les chevauchements d'activités et les incohérences dans les notifications en cas d'utilisation de plusieurs systèmes;

iii) Modifier le système de notification de la CEE afin de le rendre plus facile à utiliser.

17. Lors du débat qui a suivi, les suggestions suivantes ont été formulées:

a) Les tests et les exercices devraient être réalisés entre pays voisins ou dans les bassins versants des cours d'eau;

b) Des exercices prévoyant une assistance mutuelle devraient être réalisés à l'échelle de la CEE;

c) Les systèmes de notification transfrontières, ou tests, devraient être utilisés comme ci-après:

i) Pour les cours d'eau, les notifications devraient être communiquées au moyen de systèmes davantage spécialisés (par exemple, système d'alerte rapide des commissions internationales de bassin), le cas échéant, et le système de notification de la CEE ne devrait être utilisé qu'en cas d'absence de tels systèmes, ou pour les demandes d'assistance mutuelle;

ii) Pour les voies aériennes, c'est le scénario de la CEE qui devrait être utilisé;

d) Dans l'idéal, il ne devrait exister qu'un seul système pour l'ensemble des notifications. Étant donné que cela est considéré comme impossible, il faudrait envisager d'harmoniser les systèmes existants;

e) Le système CEE devrait comporter une fonction «réponse», en particulier pour les demandes d'assistance;

f) Des modifications du système CEE ne devraient être recommandées qu'à l'issue d'exercices et de tests menés par plusieurs points de contact, de sorte que les changements recommandés reflètent les besoins de la majorité.

18. Après avoir débattu des suggestions formulées, les représentants des points de contact ont convenu ce qui suit:

a) Les points de contact qui ne respectent pas les procédures du système de notification de la CEE devraient être vivement encouragés à les respecter;

b) Les points de contact qui rencontrent des problèmes d'utilisation de l'application Internet du système de notification de la CEE devraient prendre contact avec le secrétariat afin d'obtenir une assistance immédiate en vue de rectifier la situation sans retard;

c) Les tests et exercices utilisant le système de notification de la CEE devraient être réalisés à trois niveaux:

Niveau 1: **Les tests de communication** ne devraient concerner que des pays voisins, et être menés une à deux fois par an à l'initiative de chaque point de contact à l'intention de tous les points de contact des pays voisins;

Niveau 2: **Les analyses des exercices**, sur dossier ou en grandeur nature, devraient être réalisées entre pays voisins tous les deux ans avec au moins l'un des pays voisins. Les points de contact devraient convenir au niveau bilatéral de ces exercices et informer le secrétariat de leur préparation;

Niveau 3: **Un exercice en vraie grandeur**, avec examen de l'assistance fournie et reçue, devrait être organisé tous les deux ans par les points de contact; les pays en transition sont encouragés à les organiser eux-mêmes avec l'aide d'autres pays;

d) Les éventuelles recommandations concernant les modifications à apporter au système CEE et à son application Internet ne devraient intervenir qu'après avoir réalisé un très grand nombre de tests et surtout d'exercices pour analyse;

e) Le secrétariat devrait recueillir les suggestions de modification pour examen lors de la prochaine consultation en vue de leur transmission éventuelle à la réunion suivante de la Conférence des Parties.

VI. Utilisation efficace du système de notification de la CEE parallèlement à d'autres systèmes de notification: résultat des exposés et conclusions

19. Les exposés introductifs au sujet de l'utilisation efficace du système de notification de la CEE parallèlement à d'autres systèmes de notification ont principalement fait ressortir les points suivants:

a) Les pays membres de la CEE utilisent en cas de situation d'urgence chimique les divers systèmes de notification prévus par les accords internationaux, notamment le système CEE, le CECIS et les systèmes d'alerte des commissions internationales de bassin;

b) Chaque système de notification a été conçu en fonction de son objectif spécifique. Toutefois, certaines situations d'urgence nécessitent de faire appel à plus d'un système;

c) Si le fait de se limiter à un petit nombre de systèmes pourrait être plus efficace et plus facile à mettre en œuvre, il n'en demeure pas moins que les divers systèmes se fournissaient un appui mutuel;

d) Dans les situations d'urgence, les décisions quant à la nature des informations à envoyer et au système à utiliser pour ce faire devaient être prises très rapidement;

e) Compte tenu des tensions créées par des situations d'urgence, les manuels ne sont que de peu de secours s'agissant de choisir le système à utiliser;

f) L'adoption de normes pourrait être une solution qui permettrait d'échanger des ensembles bien définis d'éléments de données. C'est le cas avec la norme IRIX (International Radiation Information eXchange) qui permet l'échange (automatique) d'éléments de données au moyen d'un schéma XML (eXtensible Markup Language) pour les urgences radiologiques.

20. Les représentants des points de contact ont pris acte des points soulevés lors du débat. Ils ont convenu qu'il existait un trop grand nombre de systèmes de notification, mais que chacun d'entre eux n'en remplissait pas moins une fonction essentielle. C'est pourquoi la proposition visant à normaliser l'échange de données a été bien reçue et appuyée, en particulier le fait que la normalisation:

a) Ne remplacerait pas les systèmes existants, mais au contraire permettrait d'établir la communication entre eux;

b) Faciliterait l'envoi de notifications par les points de contact;

c) Permettrait de limiter la formation à l'utilisation d'une seule norme au lieu d'avoir des formations distinctes pour les différents systèmes;

d) Réduirait le risque d'erreurs.

21. Les points de contact ont convenu de recommander à la Conférence des Parties d'élaborer une norme caractérisée par un ensemble bien défini d'éléments de données

pouvant être échangés automatiquement, et d'adopter par la suite cette norme pour le système de notification de la CEE.

22. L'élaboration d'une norme devrait se faire en coopération avec les organes internationaux accueillant d'autres systèmes de notification de situations d'urgence.

23. Les représentants des points de contact ont prié le secrétariat de s'enquérir auprès des organes internationaux accueillant d'autres systèmes de notification de leur intérêt pour l'élaboration d'une norme commune, et d'informer la Conférence des Parties des réponses reçues.

24. Les représentants des points de contact ont également recommandé que la Conférence des Parties étudie la possibilité de créer un groupe de travail composé de représentants des différents systèmes de notification, et chargé d'élaborer la norme proposée.

VII. Partage d'expérience et de bonnes pratiques

25. La Croatie et la France ont présenté des bonnes pratiques et les systèmes utilisés au quotidien par leurs autorités nationales de secours et de protection civile.

VIII. Clôture

26. Le Président s'est félicité de l'élaboration d'accords importants concernant la poursuite des tests et des exercices menés dans le cadre du système de notification de la CEE. Il a également pris acte avec satisfaction de la recommandation visant à élaborer une norme commune pour la notification des urgences chimiques avant de clore officiellement la session.
